

APPEL À CONTRIBUTIONS

REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION



ISSN : 3092-5630

e-ISSN : 3092-5614

RAC, Nouvelle Série, Numéro 8, 2026

« COMMUNICATION, SOCIÉTÉS ET LEADERSHIP FÉMININ EN AFRIQUE »

Les dynamiques communicationnelles, les représentations sociales et les relations de pouvoir appréhendent différemment les rapports entre les femmes et les hommes, autant du point de leur vécu que de leurs spécificités. En Afrique, comme ailleurs, la condition féminine est au croisement des enjeux de pouvoir, d'égalité et de justice sociale dont les implications appellent à la fois une relecture des rapports sociaux et de nouvelles approches des problèmes de société (santé, codes culturels et identitaires, représentations sociales, inégalités, préjugés, équité et justice sociales, etc.). Dans cette perspective, le leadership féminin africain est devenu un moteur stratégique de l'émergence économique, voire de démocratisation plus poussée des sphères politiques et sociales africaines du fait de l'implication de plus en plus active de la femme dans la gouvernance, l'entrepreneuriat et les organisations de soutien au bien-être des populations. À ce propos, la communication constitue un moyen efficace de promotion et d'amplification de la voix de la femme africaine dans sa quête d'une autonomie et d'un engagement plus affirmés dans le cadre d'un leadership inclusif, influent et efficace.

Pour approfondir la réflexion sur le rôle de la communication dans la construction et la déconstruction du leadership féminin, la *Revue Africaine de Communication* lance un numéro sur le thème : « Communication, sociétés et leadership féminin en Afrique ».

A) ARGUMENTAIRE

Loin de limiter les approches sur le leadership féminin africain aux luttes féministes, minoritaires, la dimension communicationnelle invite à l'étude des enjeux que mobilisent la défense et l'illustration de la visibilité (Voirol, 2005) et de la reconnaissance de la femme, qu'elles soient portées par les médias ou les réseaux d'influence, d'une part, les institutions publiques ou non gouvernementales, d'autre part. À ce propos, l'approche de Nancy Fraser (2001/1992) permet d'interroger les logiques d'inclusion (*visibilisation*) et d'exclusion (*invisibilisation*) et leurs effets sur les représentations de la femme dans l'espace public africain.

En outre, les dispositifs numériques, à l'instar de X (anciennement Twitter), Facebook ou de YouTube, sont investis par les femmes pour y défendre des causes visibles ou moins visibles, telles que leur représentativité dans les sphères de décisions, les violences faites aux femmes, la parentalité, la santé mère-enfant, la socialisation des filles, etc. Toutefois, ces espaces réputés moins soumis à un « droit d'entrée » semblent reproduire un ordre du discours (Dupré et Carayol, 2020) où les contenus les plus visibles doivent correspondre aux représentations les plus orthodoxes ; ce qui interdit toute possibilité de rendre largement perceptibles certaines réalités vécues. L'approche par les dispositifs numériques propose ainsi une démarche qui consiste à déconstruire les rapports hommes-femmes dans ce qui est visiblement exprimé, mais aussi dans les non-dits, voire dans tout ce que les systèmes discursifs et symboliques impliquent en termes de représentations.

Dans le sillage de travaux en sémiotique pragmatique (Boutaud et Verón, 2007), l'enjeu consiste aussi à faire émerger une pensée critique qui analyse les ressorts des logiques d'exclusion et de moindre *publicisation* induites par une distribution inégale des ressources et, surtout, des gratifications symboliques.

Au cours des dernières années, les questionnements sur les soubassements qui justifient la marginalité des femmes, l'iniquité de leurs conditions et les violences subies se sont multipliés. Dans ce contexte de

remise en cause des savoirs hégémoniques masculins, l'émergence d'une pensée critique qui analyse le vécu singulier des femmes, leurs expériences partagées, leurs savoirs locaux a abouti à la décentration du discours de cette trajectoire universalisante.

En Afrique, des formes d'inégalité particulières touchent davantage les femmes avec une féminisation de la pauvreté, de la violence, un accès réduit à l'éducation, au foncier, à l'emploi, mais aussi du fait de la persistance de multiples interdits et contraintes sociales. D'où l'intérêt d'explorer le concept d'*intersectionnalité* pour en faire une catégorie d'analyse en vue de comprendre les principaux rapports de pouvoir dans la société. Ce concept développé par Kimberle W. Grenshaw (1989) permet de comprendre les oppressions multiples et enchevêtrées subies par les Afro-Américaines dans le système judiciaire américain à la suite de leurs trajectoires historiques, le « double handicap de la race et du sexe » selon Mary Church Terrell, les rendant invisibles. L'esclavage (Davis, 1983) et ses conséquences constituent le point de départ du *Black feminism*, une véritable révolution politique et théorique. Ce courant, fort intéressant et innovant, ne peut toutefois pas s'appliquer dans les mêmes termes au contexte africain où la condition du captif avait, par exemple, dans le royaume du Waalo, un contenu juridique et ne revêtait pas, dans le cadre d'une économie de subsistance, les traits d'une dure exploitation par le maître (Barry, 1985).

Le caractère universel de l'oppression des femmes est également mis en avant dans la plupart des pays occidentaux pour dénoncer l'organisation des sociétés régies par des valeurs patriarcales. Luttant pour une égalité homme-femme et une réorganisation profonde des structures sociales, politiques et économiques, le féminisme occidental est porté au fil des décennies par plusieurs courants. Leur lutte a permis l'amélioration de la vie des femmes dans différents domaines (santé, éducation, droits civiques et politiques, emploi) et au-delà de leurs frontières. Cependant, cet universalisme, qui a fait des « femmes un sujet social homogène » (Vergès, 2019 : 61), a posé ses propres limites en excluant celles qui n'ont pas suivi les mêmes trajectoires.

La posture des études postcoloniales se pose parfois comme une alternative à emprunter dans la mesure où, selon Deepika Bahri (2010 : 30), « théorie féministe et théorie postcoloniale sont préoccupées par les mêmes questions de représentation, de voix, de marginalisation [...] ». Les théories féministes postcoloniales invitent donc les femmes à se voir et à voir leurs expériences et leurs savoirs comme situés, socialement construits, marqués par la race, l'ethnicité, la classe, le genre, la sexualité ou la religion, afin d'en montrer toute la complexité.

De ce fait, la diversité des approches témoigne de toute cette complexité des études sur la place et le rôle de la femme dans les sociétés africaines où les stigmates coloniaux, culturels, religieux, politiques, économiques, voire la « Bibliothèque coloniale » (Mudimbe, 2021) et la Tradition continuent à influencer sur les mécanismes de validation et d'appropriation des connaissances et les enjeux de pouvoirs.

Le huitième numéro de la *Revue Africaine de Communication* (RAC) du Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal), se propose de réfléchir sur les pratiques de *visibilisation* et d'*invisibilisation* des causes et des figures féminines dans les différents espaces, politique, économique, social et numérique, voire sur les implications de leur connexion (*intersectionnalité*), en vue de comprendre les principaux rapports de pouvoir dans les sociétés africaines.

Cet appel à contributions, qui vise à approfondir les connaissances sur la problématique du leadership féminin en Afrique, se veut multidisciplinaire, dans la mesure où il se propose de mobiliser des contributions ayant trait à des disciplines telles que la communication, la sociologie, le droit, l'histoire, les sciences politiques, la littérature, etc. Les textes attendus peuvent provenir du milieu universitaire et associatif et devront montrer l'extrême complexité de la problématique soulevée, mais aussi le caractère interconnecté de ses multiples axes de déclinaisons. Ainsi, les possibilités d'inscrire sa contribution à ce numéro sont :

Axe 1 : *Visibilisation et invisibilisation* de la femme africaine

La perception de l'image et du statut de la femme africaine reste dépendante de l'héritage de la société traditionnelle phallocrate, nourri par les prescriptions de la coutume et le poids de la religion :

[...] dans de nombreuses régions d'Afrique noire, la polygamie, la famille étendue, la nécessité pour certaines femmes de pourvoir elles-mêmes à l'entretien de leurs enfants contribuent à mobiliser la femme africaine hors du foyer proprement dit ». Son rôle d'épouse et de mère est accompagné d'autres contributions économiques telles que les travaux champêtres, l'artisanat et la commercialisation de produits agricoles (Rita Cordonnier, 1987 : 17).

Dans un tel contexte socioculturel, la femme africaine fait « l'objet de caractérisations péjoratives » et est souvent soumise à la « dictature de l'ignorance » et de « l'infériorité intellectuelle » (Yinda et Kä, 2005 : 19), y compris dans les sphères médiatiques, même si, à l'opposé, elle oriente de plus en plus sa quête identitaire vers un nouveau statut de femme moderne instruite, déterminée et assoiffée de liberté (Balga et al., 2022 : 16). Cette situation constitue un obstacle majeur à l'émergence du « leadership politique de la femme africaine » (*Ibid.* : 19).

Pour y remédier, les médias ont un rôle majeur à jouer dans la promotion du leadership féminin en ayant en perspective l'intégration des femmes dans les instances de décision et la reconnaissance de leur rôle socioéconomique indéniable, valorisé déjà par la société traditionnelle dans la gestion quotidienne de la famille. De ce point de vue, l'entrepreneuriat digital féminin est un exemple de participation aux initiatives de l'écosystème numérique dans le but de réduire la fracture numérique par l'éducation, de déconstruire les préjugés sur les femmes par la sensibilisation et de promouvoir les espaces numériques inclusifs, etc.

Ainsi, les contributeurs pourraient explorer les pistes de réflexion suivantes :

-  Comment les dynamiques communicationnelles contribuent-elles à la construction du leadership féminin africain ? Quels sont les mécanismes de *visibilisation* et d'*invisibilisation* des femmes dans l'espace public ?
-  Comment les médias et les réseaux d'influence participent-ils à la reconnaissance ou à la marginalisation du leadership féminin ? Selon quelles modalités les dispositifs numériques (X, Facebook, YouTube, Tik-Tok) transforment-ils les modes d'expression et d'engagement des femmes africaines ? Ces plateformes favorisent-elles réellement une démocratisation de la parole féminine ou reproduisent-elles des formes d'exclusion ?
-  Quelles stratégies les femmes mobilisent-elles pour contourner les contraintes liées à leur visibilité imposées par les logiques algorithmiques et discursives ? Comment les rapports de pouvoir se manifestent-ils dans les discours médiatiques et numériques sur les femmes ? En quoi l'« ordre du discours » limite-t-il la diversité des expériences féminines rendues visibles ? Dans quelle mesure la reprise de campagnes #BringBackOurGirls, #MeTooAfrica, #TotalShutdown, #EnoughIsEnough par les femmes africaines relève-t-elle d'une appropriation stratégique ou d'une reproduction des cadres dominants ?

Axe 2 : Épistémologie des études sur la place et le rôle de la femme dans la société

Pour analyser les rapports de pouvoir structurels, les épistémologies des études sur la femme questionnent la façon dont les connaissances, la race, le statut social, le handicap... sont construits pour générer des inégalités, des violences et un accès inégal des femmes aux ressources. L'analyse de ces types de discrimination renvoie à une pratique du féminisme qui, en partant « du point de vue » des femmes (Hartsock, 1983), montre la subtilité, la complexité et la spécificité des mécanismes discriminatoires dans l'étude des « savoirs situés » : « Par qui est produite la connaissance permet d'étudier comment, pour qui et ce qui mérite d'être étudié » (Harding, 1991), même si Haraway (1988) met en garde contre cette posture épistémologique, car le travail scientifique « ne saurait être objectif, puisqu'il est toujours dépendant du point de vue de celui qui l'accomplit ». Cette perspective remet donc en cause l'objectivité et la rationalité de la connaissance scientifique moderne ; ce qui impose au chercheur la

nécessité d'une « objectivité forte » et éclairante dans la déconstruction de la production hégémonique aux mains des hommes.

C'est dans ce contexte qu'il faut intégrer la théorie de l'*intersectionnalité* (*intersectionality*, en anglais) de Kimberlé W. Crenshaw (2013) sur les discriminations spécifiques subies par les femmes noires américaines, qui mêlent pauvreté, sexisme, race, classe sociale, handicap, etc. Les études de Crenshaw permettent de comprendre les imbrications des différents types de violence appliqués aux Afro-américaines pour mieux lutter contre cette forme spécifique de discrimination au croisement du racisme et du sexisme.

- RAQ Comment la *réflexivité*, en tant que démarche méthodologique, s'applique à la réflexion des intellectuelles noires dans le but d'éviter qu'elles ne se limitent à « constater la marginalisation de leurs intérêts et de leurs expériences dans les discours forgés » (Crenshaw & Bonis, 2005/2 : 54) ?
- RAQ Permet-elle de contester et de proposer des alternatives à la relégation des femmes dans la catégorie des « cadets sociaux » ?
- RAQ Offre-t-elle un argumentaire déterminant qui décloisonne et déconstruit les représentations, les divisions essentialistes et les préjugés sur la femme, en général, la femme noire, en particulier ?

Axe 3 : Femme et développement en Afrique

La reconnaissance de la femme comme actrice majeure du développement contribue non seulement à renforcer et à façonner son identité, mais aussi ouvre la voie à la construction inclusive de l'émergence économique et politique de l'Afrique. En tant qu'« actrice essentielle du développement », elle devient « femme de pouvoir, femme entreprenante » (Ajabou & Messomo, 2024 : 13). N'étant plus façonnée par les clichés et les stéréotypes, elle prend conscience de « son avenir en s'impliquant dans la vie politique, économique et socioculturelle pour un développement harmonieux et durable » de l'Afrique (*Ibid.*).

- RAQ Quels sont les mécanismes (historiques, symboliques, culturels, politiques, économiques...) de valorisation des modèles féminins en rapport avec les politiques et les programmes de développement en Afrique ?
- RAQ Quel est l'impact du leadership féminin, dans ses différentes déclinaisons, dans le développement de l'Afrique ?
- RAQ Comment ces parcours édifiants participent-ils de la redéfinition de l'identité et du statut de la femme africaine ?

Axe 4 : La problématique de la socialisation de la femme en Afrique

Le « destin traditionnel » de la femme a poussé Simone de Beauvoir (1949) à chercher à la « situer » en montrant comment à partir d'un « lourd passé » il est possible de construire un « avenir nouveau ». Ce qui l'amène à se pencher, sous tous ses aspects (enfance, adolescence, initiation sexuelle, mariage, maternité, prostitution, vieillesse, etc.), sur les étapes majeures susceptibles de jaloner son parcours. Un fossé naturel, disqualifiant la femme, se creuserait durant cette phase de socialisation entre elle et l'homme. Ces différences se transforment en inégalités qui, à leur tour, se muent en infériorité.

Ainsi, le rôle traditionnel de la femme africaine s'exprime dans une domesticité où les exigences de la tradition et de la religion freinent l'expression de sa féminité et son épanouissement. L'imbrication des facteurs sociologiques et des réalités biologiques lui fixe des obligations pour en faire un pilier économique et familial. De ce point de vue, la violence ne constituait pas, dans la tradition africaine, une source de dissolution, mais plutôt de consolidation du lien social, en rappelant à la femme ses devoirs envers la communauté (Cardi & Pruvost, 2012). Pourtant ces discours construits contre l'émergence du leadership féminin, que le monde contemporain appelle de ses vœux, sont largement relayés par les leaders d'opinion traditionnels ou religieux, au point que les médias et les réseaux sociaux sont devenus des espaces de discussions houleuses, partisans ou fossoyeuses de la reconnaissance du rôle économique et des aspirations socioculturelles et politiques de la femme africaine (Cordonnier, 1987 : 17).

Selon Elena Gianini Belotti (1973), la « socialisation primaire genrée maintient l'inégalité et les rapports de domination sexuée, et que transformer la première permettra de mettre fin aux seconds ».

Simone de Beauvoir, dans *Le Deuxième sexe*, résume ce nécessaire changement de paradigme de la socialisation en faveur de la femme dans une formule célèbre : « On ne naît pas femme : on le devient » (1976 [1949] : 13). Ces réflexions traduisent donc l'importance de l'éducation dans la définition de l'identité et du statut de la femme dans la société.

De ce fait, une approche holistique permet d'aborder de façon plus efficace l'étude sur la problématique de la socialisation de la femme africaine en prenant en considération les institutions et les acteurs impliqués (autorités publiques, parents, personnel enseignant, responsables culturels et communautaires, ONG, syndicats, élèves, associations de femmes, etc.), les difficultés à endiguer et les paramètres à prendre en considération (le faible taux de scolarisation, la socialisation différencielle ou éducation genrée, le manque d'infrastructures, le mariage précoce, l'insécurité, la pauvreté, le manque d'accès à l'eau, le défaut d'électrification/l'économie familiale, l'hygiène corporelle, l'éducation sexuelle, l'accès à Internet, la sensibilisation et la formation, le développement personnel, l'éducation sportive et civique...).

Dans cette perspective, l'analyse de la problématique travaillera à déconstruire le conditionnement social et l'infériorité construite dont sont victimes les femmes à travers une certaine conception de l'éducation, voire en montrant son impact sur le renforcement des stéréotypes de genre. La sensibilisation précoce des adolescents par l'information (médias, réseaux sociaux, centres culturels, etc.) et la formation (école, intelligence artificielle, espaces numériques socio-éducatifs, etc.) pourraient être envisagées comme des solutions pour lutter contre les inégalités hommes-femmes en mettant en avant des thèmes tels que l'éducation sanitaire et environnementale, la formation professionnelle des femmes, l'accompagnement des associations féminines, les actions de sensibilisation en faveur des femmes, la promotion des droits humains dans le cadre de la lutte contre les violences physiques et morales faites aux femmes, etc.

C) VARIA

La Revue Africaine de Communication, qui se veut un espace de dialogue interdisciplinaire, accepte, dans sa partie *Varia*, des contributions scientifiques des autres champs disciplinaires dont l'intérêt pour le développement des sciences de l'information et de la communication est évident.

D) MODALITÉS D'ENVOI DES PROPOSITIONS

Les propositions d'articles sous format Word, Book Antiqua 11, contiendront :

-  le nom et l'affiliation institutionnelle des (de l')auteur(s) de la proposition ;
-  l'axe auquel la proposition est rattachée ;
-  un titre en français et en anglais ;
-  un résumé en français et en anglais, d'environ 500 mots ;
-  des mots-clés en français et en anglais (5 mots, au plus) ;
-  une bibliographie.

Les propositions d'articles seront envoyées simultanément, au plus tard, le 30 septembre 2026 aux adresses électroniques suivantes :

 **Direction de publication de la RAC** : alioune1.dieng@ucad.edu.sn ;

 **Direction du numéro** : sokhna-seck.sarr@ugb.edu.sn ; mfall@uqac.ca ;
fatoumatabernadette.sonko@ucad.edu.sn.

Nota Bene :

La politique éditoriale de la *Revue africaine de communication (RAC)* est téléchargeable sur le site : rac.ucad.sn.

E) DATES IMPORTANTES

-  Lancement de l'appel à contributions : mars 2026
-  Date limite de soumission des articles complets : 30 septembre 2026
-  Envoi des résultats des évaluations aux auteurs : 31 octobre 2026
-  Renvoi des articles corrigés par les auteurs : 15 novembre 2026
-  Parution *RAC*, Nouvelle Série, N°8 : 31 Décembre 2026

F) BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- Ahmed, L. (1992). *Woman and gender in Islam*. New Haven: Yale University Press.
- Ayral, S. (2011). *La fabrique des garçons. Sanctions et genre au collège*. Paris : P.U.F.
- Bà, M. (1979). *Une si longue lettre*. Dakar : Nouvelles Éditions Africaines.
- Bahri, D. (2010). Le féminisme dans/et le post-colonialisme. Dans C. Verschuur, *Genre, post-colonialisme et diversité de mouvements de femmes* (pp. 27-54), *Cahiers Genre et Développement*, n°7, Genève : L'Harmattan.
- Balga, J.-P., Altiné, M., Atangané, M.-R. [(dir.)(2022)], *Représentations de la femme dans les cultures en Afrique subsaharienne : Analyses et déconstructions des idées reçues*. Paris : L'Harmattan.
- Beauvoir, S. (1949). *Le deuxième sexe*, Tomé II : *L'expérience vécue*. Paris : Gallimard.
- Belotti, E. G. (1973). *Du côté des petites filles*. Paris : édition Des Femmes.
- Boni, T. (2008). *Que vivent les femmes d'Afrique ?* Paris : Du Panama.
- Boutaud, J.-J., Veron, E. (2007). *Sémiotique ouverte. Itinéraires sémiotiques en communication*. Paris : Hermès.
- Butler, J. (1990). *Trouble dans le genre. Le féminisme et la subversion de l'identité*. Paris : La Découverte.
- Cardi, C., Pruvost, G. (2012). Introduction générale: Penser la violence des femmes : enjeux politiques et épistémologiques. Dans : C. Cardi (éd.), *Penser la violence des femmes* (pp. 13-64), Paris : La Découverte.
- Crenshaw, K. W. (1989). Démarginaliser l'intersection de la race et du sexe : une critique féministe noire de la doctrine anti-discrimination, de la théorie féministe et de la politique antiraciste, Texte traduit par S. Beaulieu. *Droit et société*, vol. 2, n°108, 465-487. <<https://chicagounbound.uchicago.edu/uclf/vol1989/iss1/8>>, consulté le 12 avril 2019.
- Crenshaw, K. W., Vickie, Mays, M., Tomlinson B. (2013). Intersectionality: Mapping the Movements of a Theory . In *Du Bois Review*, vol. 10, n°2, 303-312.
- Crenshaw, K. W., Bonis, O. (2005). Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur », *Cahiers du Genre*, vol. 2, n° 39, 51-82. <DOI 10.3917/cdge.039.0051>.
- Collins, P. H. (2016). *La pensée féministe noire*. Montréal : Remue-Ménage.
- Coquery-Vidrovitch, C. (2013). *Les Africaines : Histoire des femmes d'Afrique noire du XIXe au XXe siècle*. Paris : Desjonquères.
- Davis, A. (1983). *Femmes, race et classe*. Paris : Éditions Des Femmes.
- Diaw, A., Esi, S.-E. (dir) (2007). *Des femmes écrivent l'Afrique. De l'Afrique de l'Ouest et le Sahel*. Paris : Karthala.
- Diop, C. A. (1959). *L'Unité culturelle de l'Afrique noire : Domaines du patriarcat et du matriarcat dans l'Antiquité*. Paris : Présence Africaine.
- Diop, F. (2008). *Sénégal : situation des femmes dans les médias : une présence timide et marginale*. Bamako : Institut Panos.
- Djabou, A., Messomo, J. M.-H. M. (dir.). *Femme et développement Déconstruction et reconstruction de l'identité féminine en Afrique*. Dschang : Éditions Premières Lignes SARL.
- Dupré, D., Carayol, V. (2020). Hair et railler les femmes en ligne : une revue de littérature sur les manifestations de cyber misogynie. Dans *Genre en séries* [En ligne], 11, mis en ligne le 01 juin 2020, consulté le 09 mars 2026. <DOI : 10.4000/ges.1072>.
- Fall, R. (1994). *Femmes et pouvoir dans les sociétés nord-sénégalaises*. Dakar : CODESRIA.
- Guèye, N. S. (2015). *Mouvements sociaux des femmes au Sénégal*. Dakar : CODESRIA.
- Harcourt, W. (2015). La politique du corps. La construction-déconstruction du genre et développement. Dans Christine Verschuur et al. (éds.), *Sous le développement, le genre* (pp. 449-463), traduit par Y. Cavallazzi et al., Marseille : IRD Éditions. <<https://doi.org/10.4000/books.irdeditions.8804>>.
- Héritier, F. (2012). *Masculin/Féminin II. Dissoudre la hiérarchie*. Paris : Odile Jacob.
- Hooks, B. (2015). *Ne suis-je pas une femme ? Femmes noires et féminisme*. Paris : Cambourakis.
- Mudimbe, V.-Y. (1982). *L'Odeur du père. Essai sur des limites de la science et de la vie en Afrique noire*. Paris : Présence Africaine.
- Oyéwumi, O. (2016). *What Gender is Motherhood? Changing Yoruba ideals of Power, Procreation, and Identity in the Age of Modernity*. New York : Palgrave.
- Perrot, M. (1998). *Les femmes ou les silences de l'histoire*. Paris : Flammarion.
- Sonko, F. B. (2023). *Femmes sous silence au Sénégal. Une fabrique du patriarcat*. Paris : L'Harmattan.
- Sow, F. (2009). Langue, identité et enjeux de la recherche féministe francophone. Dans *La recherche féministe francophone. Langue, identité et enjeux*. Paris : Karthala.
- Sow, F. (2002). *Sexe, genre et société : Engendrer les sciences sociales africaines*. Dakar : CODESRIA/Karthala.
- Spivak, G. (2009). *Les subalternes peuvent-elles parler ?* Paris : Éditions Amsterdam.
- Vergès, F. (2019). *Un féminisme décolonial*. Paris : La Fabrique.
- Voirol, O. (2005). Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique. Dans *Réseaux*, n°129-130, 89-121.
- Yinda, H., Kā, M. (2005). *Marginalisation de la femme : contre le système de violence envers les femmes et pour un nouveau chemin d'humanité : la dictature de l'ignorance et le diktat de l'infériorité intellectuelle de la femme*. Bafoussam : CIPCRE éditions.